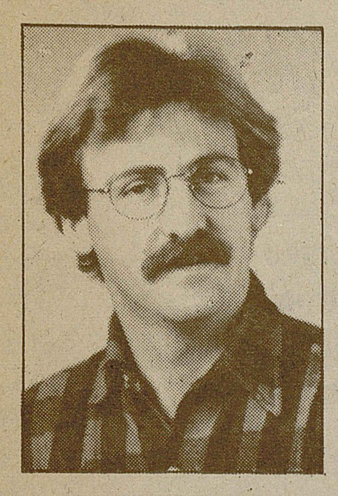


ÉLECTION DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE 16 MARS 1986

LISTE DU 

MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ARDENNES

Patrick Benyoucef

(32 ans, employé de banque)

Patrick BENYOUCEF, employé de banque - **José MEGRET** , artisan menuisier : « Environ 18 000 chômeurs dans les Ardennes, dont 8 000 femmes, soit 14,5 % de la population avec des pointes à 17,3 % dans le Revinois et le Sedanais. 1 300 TUC, 1 300 jeunes livrés à l'exploitation.

De nombreux travailleurs "en stage de formation", soit réellement près de 20 000 chômeurs, un chiffre qui nous place dans les départements les plus défavorisés.

Licenciements à Arthur-Martin, à Mars-Alcatel, à Cabeltel-Fumay, alors que pour cette entreprise, Pierre Mauroy avait annoncé la création d'une centaine d'emplois. Licenciements encore à GTS-Industries, à Sommer-Mouzon, fermeture de la Fonderie Nouvelle à Charleville, possédant selon les spécialistes un matériel parmi les plus modernes d'Europe,... et la liste pourrait s'allonger davantage encore.

Voilà les résultats d'une politique anti-ouvrière menée par les gouvernements Mauroy-Fiterman-Fabius-Beregovoy. Politique qui jette des milliers d'Ardennais dans la misère et le chômage.

On n'en serait pas là si des lois sociales avaient été votées par les députés PS et PCF, notamment une loi interdisant les licenciements, les expulsions. En effet, toutes les conditions étaient réunies, mais en revanche, les députés PS et PCF ont voté des lois anti-ouvrières, dont nous avons établi les résultats dans le département. »

Reine WILLAIME, aide-ménagère : « Je suis une mère de famille comme toutes les autres, avec trois enfants à charge. Deux filles sont au chômage (22 et 20 ans). Celle de 20 ans vient de terminer un TUC de 12 mois qui ne l'a menée à rien. J'ai un garçon au lycée et je n'ai droit à aucune bourse, pourtant la rentrée m'a coûté cher.

Je suis aide-ménagère chez les personnes âgées, plus elles paient et moins nous avons de travail. Fabius nous dit d'aider les vieux, mais Mme Georgina Dufoix déclare qu'il y a beaucoup de malades inadéquats dans les hôpitaux, parmi eux de nombreux vieux. »

Bertrand POUYET et Yvan RAULET, instituteurs, militants laïques et syndicalistes : « Nous voulons que l'école reste un endroit où les élèves s'instruisent pour avoir ensuite un métier.

Nous ne pouvons pas accepter les fermetures de classes (54 en 1985-86 et une trentaine en 1986-87), les villages sans école (plus de 100), les déplacements de centaines d'enfants dans les cars, les effectifs surchargés (plus de 30 en maternelle, jusqu'à 35 dans les lycées), les suppressions de postes dans les collèges : 19 en 1985-86, et pour la rentrée 1986-87, près de 500 heures de cours remplacées par des réunions de professeurs, du recyclage de professeurs de collège et autres activités diverses. »

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LA LISTE MPPT CONDUITE PAR PATRICK BENYOUCEF

Patrick BENYOUCEF, 32 ans, employé de banque • **Reine WILLAIME,** 58 ans, aide-ménagère • **Bertrand POUYET**, 29 ans, instituteur • **Yvan RAULET**, 46 ans, instituteur • **José MEGRET**, 36 ans, artisan menuisier.

ATTENTION : ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront remis au bureau de vote.

Imp PIE 75

Vu les candidats.



LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs,** en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs.** C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité :** les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain,** nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57